



Impossible de faire la rentrée dans ces conditions !

Établissons nos revendications et, si les autorités de l'Éducation Nationale n'y répondent pas, décidons la grève dès la rentrée du 1^{er} septembre !

En cette fin d'année scolaire, notre département a connu une nouvelle vague de 42 fermetures supplémentaires après le mouvement. Les mesures décidées par le DASEN à l'issue du CSA du 25 juin portent le total à **182 fermetures de classes pour la rentrée prochaine**, pour seulement 72 ouvertures. **Toutes les organisations syndicales** (SNUDI-FO, FSU-SNUipp, SE-UNSA et CGT Educ'action) ont à nouveau unanimement **voté contre** lors du CSA du 25 juin.

De nombreuses situations d'écoles (parfois bien au-dessus des seuils) qui ont été exposées par les représentants syndicaux restent sans réponse satisfaisante du DASEN qui ne leur laisse comme seule perspective un éventuel constat de rentrée. **Inacceptable !**

La baisse démographique aurait dû au contraire permettre de travailler sur une baisse généralisée du nombre d'élèves dans toutes les classes (rappelons qu'en maternelle zone banale, la moyenne peut monter jusqu'à 30 !).

Cette carte scolaire est la conséquence des **41 suppressions de postes**, auxquelles il faut ajouter **les 27 postes retirés de l'enveloppe consacrée aux classes** pour mettre en place les PAS (qui auront pour conséquence une nouvelle dégradation des conditions de travail des AESH ainsi que des conditions de scolarisation des élèves en situation de handicap) qui n'est que la traduction départementale du budget d'austérité voulu par le gouvernement Lecornu et voté au parlement, et qui sacrifie l'École publique sur l'autel de « l'économie de guerre » !

Impossible de l'accepter alors que, outre les fermetures prévues, nos écoles sont à bout de souffle :

- de très **nombreux remplacements ne sont pas assurés** et les élèves répartis dans les classes,
- les **journées de formations** sont effectuées sur la base d'un « **auto-remplacement** »,
- en REP+ **les 18 demi-journées de réunions et formations** auxquelles les collègues ont droit **ne sont plus assurées**, faute de remplaçants,
- il nous **manque 3000 AESH** (et le projet de dotation ministérielle est de 75 ETP soit à peine 120 embauches d'AESH pour le Val-de-Marne), auquel le gouvernement refuse par ailleurs un statut, et auxquelles il tente d'imposer un avenant pouvant conduire à un licenciement en cas d'absence de réponse ou de refus de signer et de voir leurs conditions de travail dégradées,
- **l'état d'impréparation face à la canicule** de juin a aussi montré l'état du bâti scolaire et le manque général de moyens pour l'École publique, notamment face aux enjeux du changement climatique ! Car la réalité de la situation actuelle des écoles de notre département c'est que les classes avec une température inférieure à 35° constituent de très rares exceptions et qu'enseignants et élèves sont mis en danger ! La responsabilité de cette situation, que les enseignants paient aujourd'hui de leur santé, en incombe au ministre et au gouvernement qui n'ont pris aucune mesure de protection collective ! Elle est due plus largement aux choix politiques et budgétaires mis en œuvre depuis plus de vingt ans en toute connaissance de cause par les gouvernements successifs !

Impossible de préparer la rentrée dans ces conditions !

D'ores et déjà, certaines écoles comme à Fresnes ont décidé en Assemblée Générale avec nos organisations syndicales de se mobiliser le 16 juin, jour où devait se tenir le CSAD, et **sont décidées à préparer la grève à la rentrée si elles ne sont pas entendues**. Le groupe scolaire Solomon à Champigny a également sollicité une négociation préalable pour la grève à la rentrée !

Nos organisations syndicales décident de solliciter **une négociation préalable au dépôt d'un préavis de grève sur le plan départemental**, pour exiger un plan d'urgence pour notre département :

- **Contre les 182 fermetures, pour les ouvertures de classes** partout où elles sont nécessaires, pour une baisse des effectifs dans toutes les classes et écoles !
- **Pour la création de postes de remplaçants et le recrutement immédiat et en masse d'enseignants** pour pourvoir tous les postes et assurer tous les remplacements dès le 1^{er} jour d'absence qu'ils soient pour des raisons de maladie, de formation continue ou d'autorisation d'absence,
- **Pour l'embauche immédiate des 3000 AESH qui manquent** dans les classes de notre département, afin que l'ensemble des notifications soient respectées, comme nous l'avons massivement exprimé le 15 janvier dans la grève et la manifestation au ministère !
- **Pour que les REP+ retrouvent leur fonctionnement** prévu par le décret n° 2014-942 dont les 18 demi-journées de réunions pédagogiques,
- **Pour une loi de programmation scolaire, intégrant notamment la rénovation du bâti et toutes les constructions nécessaires** pour permettre que toutes les écoles bénéficient de l'isolation thermique, des protections solaires extérieures, de la végétalisation des cours de récréation, de la ventilation...toutes choses nécessaires pour s'adapter aux épisodes de canicule qui vont se multiplier,
- En urgence **la dotation, dans chaque école, de matériels permettant aux écoles de fonctionner et de protéger les personnels et les élèves lors des fortes chaleurs** (stores, volets, climatiseurs, ventilateurs, brumisateurs, ...)

**Si ces revendications ne sont pas entendues,
nous appelons d'ores et déjà à la grève le mardi 1^{er} septembre 2026 !**

Nos organisations syndicales appellent toutes les équipes à se réunir, à lister leurs revendications, à mettre en débat puis à décider la grève dès le premier jour de la rentrée, à aller à la rencontre des parents dès à présent !

Les intentions de grève devront être envoyées le vendredi 3 juillet à 23h59 au plus tard.

Créteil, le 28 juin 2026